

# Une étonnante mutation Est-Ouest

Autor(en): **Schneider, Fernand-Thiébaud**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **135 (1990)**

Heft 3

PDF erstellt am: **16.05.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-344990>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

## Une étonnante mutation Est-Ouest

par le colonel Fernand-Thiébaut Schneider\*

Elle résulte d'un changement important incontestable, qui a marqué les relations récentes entre les deux Grands et donc leurs «blocs», en 1989 et début 1990. Elle s'est concrétisée sur les plans politique et militaire et elle aura certainement des répercussions importantes dans l'économie soviétique. Car l'URSS et ses associés devront incontestablement faire appel à des aides de l'Ouest, puisque, dans les conditions du moment, ils ne disposent pas de l'expérience et des moyens hautement techniques indispensables pour leur permettre d'assurer à leurs ressortissants les conditions d'une vie et d'un confort comparables à ceux des populations occidentales. Mais ce qui nous intéresse tout particulièrement dans notre exposé, ce sont les répercussions des mutations en voie de réalisation à l'Est et leurs conséquences sur les pays du Pacte de Varsovie. Et aussi les réactions en résultant sur le comportement de l'Occident de l'Alliance atlantique, même sur un plan largement international, voire mondial.

\*

\* \*

Deux faits importants ont marqué, en janvier 1990, l'évolution soviétique: les diverses interventions militaires sur le territoire national, notamment en Azerbaïdjan, et la

confirmation finale de Gorbatchev comme «chef de tous les Soviétiques et au-dessus des partis». Mais le maître de l'URSS a dû faire face à bien des mécontentements et revendications de son peuple, en particulier vis-à-vis des ressortissants non russes. Aux exigences de ceux-ci, il a répondu tant par des concessions politiques que par des actions militaires parfois sévères. Aux Etats baltes, il a été obligé de concéder des libertés assez importantes, surtout à la Lituanie. Mais bien des revendications subsistent et demanderont encore bien des discussions et concessions. La tâche en la matière est d'ailleurs compliquée du fait de la présence de nombreux Russes implantés dans les territoires à majorités plus ou moins étrangères par leurs populations.

A l'Ouest, l'Alliance atlantique a observé, face à tous ces événements, l'attitude qui s'imposait, ferme et compréhensive. Et, en décembre 1989, une réunion des chefs d'Etat et de gouvernement se tenait à Bruxelles, siège de l'Alliance atlantique. C'était là la troisième rencontre au sommet en vingt mois, constatait alors le secrétaire général de l'OTAN, Manfred Wörner, également président du Conseil de l'Atlantique Nord.

---

\* *Correspondant français*

Car, du fait des événements intervenus à l'Est, les consultations à l'intérieur de l'Alliance se sont multipliées en raison des mutations finalement suscitées en Europe et au-delà de celle-ci, du fait des évolutions profondes intervenues à l'Est et des réactions alors manifestées par l'Alliance atlantique. Ainsi, un immense effort s'est concrétisé, dans les deux grands ensembles de l'OTAN, l'europpéen et l'américain, en vue d'un effort commun, total et constant.

Avant Noël 1989, une réunion des ministres alliés avait fixé le programme de l'OTAN pour les années 90. Les consultations entre alliés de l'Ouest se sont multipliées du fait des événements, mais aussi des prises de contact avec ceux du Pacte de Varsovie. De toutes ces rencontres est issue la mission actuelle de l'Alliance, au double niveau européen et mondial, en vue d'une évolution soviétique vers la liberté et la démocratie, afin d'assurer la stabilité souhaitable de la situation ainsi assurée.

A vrai dire, l'Est – sauf en Roumanie – a bien connu une certaine amélioration de la situation, non par la force, mais par une progressive évolution pacifique. Et notre OTAN solide effectue son grand effort essentiellement pour le maintien de cette progression vers une vie internationale sans guerre. Certes, la maîtrise de la force militaire commune et une coopération accrue entre alliés assureront une véritable ambiance de sécurité dans le calme. Et les quelques échecs

survenus dans cet effort se situent dans le monde communiste.

En fait, les alliés de l'Est ont connu, sur leurs territoires, des mouvements qu'ils ne pourront contenir que très difficilement. Et leurs économies, servies par leurs propres moyens seulement, ne donneront dans l'immédiat pas satisfaction aux aspirations et revendications de leurs populations. Car, à l'Est, les hommes réclament une prospérité économique et sociale égale à celle de l'Europe occidentale. C'est là, comme l'explique le secrétaire général Wörner dans la revue de l'OTAN, l'aspiration vers les réalisations suivantes:

- une Europe aux frontières ouvertes et le droit à l'autodétermination pour toutes les populations, notamment pour celles de l'Allemagne,
- une Europe composée d'Etats démocratiques,
- un système de sécurité avec des forces munies de moins d'armes, essentiellement défensives,
- une association transatlantique alliant une Amérique du Nord et une Europe fortes et prospères,
- un nouvel ordre global de coopération, dans lequel l'Est et l'Ouest coopéreront pour surmonter la faim, la drogue, l'environnement et le terrorisme, afin d'assurer la stabilité et la paix du monde dans la nouvelle décennie.

Et, à la suite des consultations de 1989 – année de promesse –, 1990 sera celle au cours de laquelle l'Alliance atlantique assurera la consolidation

des récentes avancées démocratiques en Europe centrale et de l'Est.

Ces populations se tourneront vers l'Ouest, apparu un peu comme modèle. La Hongrie et la Pologne en seront peut-être les principaux et proches bénéficiaires. Et il y aura sans doute de meilleures relations avec l'ancienne RDA transformée. Dans l'ensemble, ces pays de l'Est recevront l'aide nécessaire, à vrai dire indispensable.

En fait, en 1989, les pays de l'OTAN ont suivi des directives politiques définies au sommet de mai 1989. Et toute une série de mesures a stimulé la réforme envisagée, surtout en faveur de la Hongrie et de la Pologne.

Pratiquement, les pays de l'OTAN ne pourront pas, à eux seuls, effectuer l'œuvre nécessaire. Certes, il leur est possible d'amorcer le travail à envisager, d'accorder une aide alimentaire ou un rééchelonnement de dette, de créer un environnement international plus stable. Et, notamment, de susciter de meilleures relations avec une RDA transformée. Et Moscou, semble-t-il, n'exclut nullement le maintien d'une Allemagne unie dans l'OTAN. Mais une longue période d'instabilité politique de l'Ouest serait à prévoir si on voulait intervenir à l'Est. C'est pourquoi les ministres des Affaires étrangères ont misé sur la CSCE, non seulement par respect des droits de l'homme, mais aussi pour la coopération économique en vue d'un acheminement vers des économies de marché, le bénéfice de la technologie occiden-

tales et une amélioration de l'environnement. Et la Communauté européenne assurera bien un rôle important par l'aide accordée à la Hongrie et à la Pologne. L'Alliance a été d'ailleurs heureuse du résultat du sommet de Strasbourg, la Communauté a approfondi la coopération entre ses membres et favorisé les nouvelles démocraties de l'Est.

Mais un autre futur rôle intervient ici: la création d'un nouveau système de sécurité de l'Europe et l'empêchement de la possibilité d'intervenir dans les pays voisins. Et dans les négociations avec le Pacte de Varsovie, l'engagement a été pris d'obtenir un tel accord. Et une entente sur les forces classiques pourra résulter des discussions envisagées.

A vrai dire, après les mutations intervenues, des accords pour un démantèlement des forces, de part et d'autre, pourra intervenir. Mais le maintien des forces américaines et canadiennes sur le front européen reste nécessaire. Car l'Europe seule ne serait pas à même d'assurer sa défense. Fait confirmé par le président Bush et le Premier ministre Mulroney, qui ont donné leur parole que cet engagement sera confirmé par leurs pays.

Mais l'OTAN, pour remplir sa mission, devra renforcer son rôle atlantique. Tâche qui la laissera associée à l'Europe alliée. Car elle ne pourra être efficacement assumée par les alliés européens seuls. D'ailleurs certains pays d'Europe centrale et orientale voient actuellement leur

sécurité assurée par tous les successeurs de l'Alliance d'aujourd'hui. D'où un rôle final mondial de ces derniers, notamment pour la décision d'un emploi de la force, donc des moyens communs, classiques et nucléaires.

\*  
\*     \*

L'OTAN actuelle devra envisager l'évolution de la situation jadis affrontée et assumer une responsabilité politique et stratégique pouvant même devenir mondiale. A vrai dire, déjà l'ambiance s'est profondément modifiée en URSS, où Gorbatchev se proclame «chef de tous les Soviétiques, au-dessus des partis». Certes, il se heurte encore à des oppositions, mais qu'il semble bien pouvoir surmonter.

Au Moyen-Orient, des évolutions sont intervenues et au Liban le nonce apostolique, Mgr Puente, a pu dire: «Je crois avoir obtenu que la trêve non déclarée soit enfin reconnue.» Il a ainsi confirmé la nouvelle position de Jean-Paul II sur le plan international, voire

mondial, où elle a été sensiblement valorisée par l'historique visite au Vatican, où le chef soviétique a fait tant de concessions au pape. Et les négociations entre Rome et Moscou se poursuivent. En Jordanie, le peuple élit son Parlement et se libère de la loi martiale. C'est là un pari du roi Hussein, reflet de la nouvelle politique de ce souverain.

A vrai dire, nous avons parfois l'impression d'un univers devenant vraiment libéral. En France, malgré le nombre croissant d'étrangers, désormais les enfants de ces derniers, dès l'âge de 2 ans, seront admis dans les écoles maternelles françaises. Et les préfets ont désormais le pouvoir d'imposer des logements pour étrangers. Nous citerons aussi le cas de l'Allemagne fédérale, où la marche vers l'unité économique se poursuit efficacement. Mais cette générale évolution apportera-t-elle vraiment à l'univers de demain un devenir vraiment humain?

F.-Th. S.